



**APARDAP**

**6, rue Berthe de Boissieux**

**38000 Grenoble**

## **Avoir un toit, un droit inconditionnel à faire respecter**

Le manque de logements et d'hébergements est criant sur l'agglomération grenobloise. Le 115 répond le plus souvent « *aucune place disponible* » aux sollicitations des sans-abris exilés.

Dans cette période de transition durant laquelle des familles, des jeunes majeurs séjournent dans des logements à l'Abbaye à l'initiative du DAL38, il est scandaleux et incompréhensible que l'eau, le chauffage, l'électricité aient été coupés, qui plus est en cette période de grand froid. Il est essentiel qu'ils soient rétablis de toute urgence.

Parmi les migrants que l'Apardap accueille et accompagne, beaucoup d'entre eux sont demandeurs d'asile et devraient être logés par l'Etat : 50% d'entre eux n'ont aucune proposition de l'OFII et se retrouvent à la rue.

Dès qu'ils deviennent majeurs les jeunes qui étaient pris en charge par l'ASE (aide sociale à l'enfance) se retrouvent le jour de leurs 18 ans sans hébergement et ainsi empêchés de poursuivre leurs formations, quand ils ne reçoivent pas une OQTF, y compris quand ils sont engagés dans un parcours d'intégration sans problème. L'exemple très médiatisé du boulanger en grève de la faim pour conserver son jeune apprenti guinéen a mis en lumière cet état de fait.

De nombreuses familles avec enfants, en attente d'un titre de séjour sont sans solution. Le droit à l'accueil inconditionnel prévu par le code de la famille est très loin d'être effectif pour tous.

L'Apardap, en lien avec les collectifs (Cisem et Migrants en Isère) dont elle est membre, dénonce cette politique qui met en cause le droit inconditionnel à l'hébergement et au logement, comme ce fut encore le cas lors de la manifestation du 18 décembre à Grenoble à l'occasion de la journée internationale des réfugiés.

Ces forces interpellent régulièrement l'Etat. Sur le territoire métropolitain, le mouvement associatif estime qu'il manque au moins 1700 places d'hébergement. L'Etat dit en avoir créé 924 en 2020 pour l'Isère et 540 de ces places sont occupées !!

Avec Migrants en Isère, nous sollicitons aussi les collectivités pour qu'elles soutiennent ces exigences et pour qu'elles s'engagent à contribuer à des solutions complémentaires. Les nouveaux élus municipaux et métropolitains ont été interpellés pour que de nouvelles discussions s'engagent. C'est le cas depuis novembre 2020, aussi bien au niveau de la ville de Grenoble que de Grenoble Alpes Métropole. L'objectif partagé est de déboucher sur la

mise en œuvre de nouveaux dispositifs d'accueil, notamment à l'Abbaye et ailleurs ce qui peut intégrer l'idée de reprendre en le modifiant un projet « d'abri jeunes adultes » co-élaboré avec la Métropole et plusieurs associations dont l'Apardap en 2019-2020, projet qui n'avait pu voir le jour du fait notamment d'une opposition du Préfet.

L'Apardap apprécie la proposition récente de Nicolas Beron Perez, vice-président à l'habitat de la Métro, de transformer ces logements en hébergement d'urgence conventionnés par la Préfecture.

L'Apardap agit également en contribuant elle-même à la mise en œuvre de solutions alternatives. Elle s'est occupée des 70 propositions d'hébergements chez l'habitant recueillies par la « plateforme » mise en place par la ville de Grenoble à partir de 2016. Depuis 2017, 8 logements sont conventionnés avec la Métropole dans lesquels sont hébergés des familles avec enfants et de jeunes adultes, 20 logements sociaux situés à Saint Martin d'Hères, Grenoble, Voiron, Saint-Marcellin et dont l'Apardap est le locataire en titre, sont financés par des dons de plusieurs collectifs citoyens. Ils bénéficient à des familles avec enfants, des jeunes adultes en colocation. Une centaine de personnes ont ainsi un toit et un accompagnement solidaire.

**Pour l'Apardap, s'il faut agir pour dénoncer les carences de l'Etat ; il faut aussi rechercher des coopérations avec les collectivités locales pour qu'elles s'engagent dans la mise en œuvre de solutions d'urgence, en lien avec les associations et avec les citoyens qui sont nombreux à exprimer leur solidarité par des actes.**